

La crise de l'euro est bien plus qu'une crise bancaire

1° Quoique d'origine bancaire (principalement à Wall Street et à la City), la zone euro pâtit des défaillances des autorités publiques européennes

- Indiscipline budgétaire des États membres de l'Euroland
- Défaut de vigilance des autorités nationales et européennes
- Réveil tardif des marchés financiers anesthésiés par le succès de la BCE dans la maîtrise de

l'inflation

- Le carré tragique du désendettement : dette et déficit publics, croissance et taux d'intérêt
 - la réduction de la **dette** en % de PIB dépend de celle du déficit en % du PI
 - le **déficit diminue** avec les dépenses publiques et l'augmentation des recettes fiscales
 - ce que facilite la **croissance** du PIB d'autant plus que son **taux** est élevé
 - le choix **austérité** – croissance se déroule sous l'œil des marchés et des **taux d'intérêt**

2° La crise de la zone euro n'est pas à strictement parler une crise l'euro en tant que monnaie unique

- La monnaie unique est une étape naturelle de l'évolution initiée par le Marché Commun
- Dix ans de stabilité en dépit de la dispersion des taux de croissance et des taux d'inflation nationaux
- Mais les 17 membres n'ont ni les mêmes niveaux de développement, ni les mêmes orientations
- Et l'euro est une monnaie sans État

3° La crise de l'euro est largement une **crise de l'idée européenne**

- Une étape naturelle n'est pas un terminus
- L'Europe est un OPNI : architecture institutionnelle baroque
- Crise des méthodes de gouvernance

4° Les accords récents laissent espérer un progrès dans le domaine des disciplines bancaires

- La zone euro provisoirement sauvée par la BCE depuis juillet 2012
- Supervision européenne des banques et progrès ultérieurs
- Dissociation des liens entre dettes publiques, dettes bancaires et création monétaire
- Approfondissement de l'intégration budgétaire

5° Les problèmes économiques en suspens

- Les déséquilibres dans les échanges intra-européens entre Allemagne Autriche, Pays Bas, Scandinavie

et le reste de l'UE

- La capacité d'entraînement du couple franco - allemand
- Un euro fort mais trop cher par rapport au dollar et aux monnaies qui lui sont liées
- Le vieillissement et les charges des retraites
- Un saut fédéral est-il possible ?

Chiffres clés servant de repères

La fascination suscitée par l'œuvre de Keynes a fait oublier qu'il est plus facile à un gouvernement d'augmenter les dépenses de l'État que les impôts.

Les économies d'Occident, Japon inclus, ont si l'on peut dire « réussi » à faire que « *L'avenir de notre civilisation se heurte à un mur de dettes* » : Peter Sloterdijk

Déficit budgétaire moyen des économies avancées en % PIB : 1,5% en 2007, 6% en 2011

Dettes publiques moyennes des économies avancées en % PIB : 75% en 2007, 110% en 2011

Dettes publiques des Etats-Unis au 31 décembre :

1997 : 5 000 M. \$

2007 : 10 000 M.\$

2012 : 16 394 M. \$ (soit 12 358 M € et 100% PIB)

Dettes publiques de la France au 31 décembre 2012 : 1818 M. € (2 400 M.\$), soit 90 % du PIB

Emprunts de l'État Français prévus en 2013 : environ 200 M. €

Déficit de la balance des paiements courants de la France de novembre 2011 à novembre

2012 : — 58 M. \$ (—2,1% du PIB)

Excédent de la balance courante de l'Allemagne : + 218 M. \$ (+ 6% du PIB)